



Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

**Étude de la faisabilité de l'évaluation
et des possibilités de recherche du
Plan d'action montréalais 2012-2014 de
la Table régionale sur les saines
habitudes de vie et la prévention des
problèmes liés au poids – Phase 1**



Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

**Étude de la faisabilité de l'évaluation
et des possibilités de recherche du
Plan d'action montréalais 2012-2014 de la
Table régionale sur les saines habitudes
de vie et la prévention des problèmes liés
au poids – Phase 1**

Stephanie Burrows, Ph.D.^{1 2}

Angèle Bilodeau Ph.D.^{1 3}

Éric Litvak, MD, MSc, MM, FRCPC¹

2012

¹ Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

² Centre de Recherche du Centre hospitalier de l'Université de Montréal

³ Département de médecine sociale et préventive de l'Université de Montréal

Une réalisation du secteur Enseignement et Recherche
Direction de santé publique
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

1301, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2L 1M3
Téléphone : 514 528-2400
www.dsp.santemontreal.qc.ca

Remerciements

Cette étude a bénéficié du Programme de subventions en santé publique du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec (MSSS). L'équipe tient à remercier les personnes responsables des interventions qui se sont prêtées généreusement à la collecte d'information. Merci également aux personnes qui ont contribué à cette analyse par leurs observations et leurs commentaires. Enfin, merci à Carole Paquet pour la mise en forme de ce document.

© Direction de santé publique
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (2013)
Tous droits réservés

ISBN 978-2-89673-269-2 (version PDF)

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2013
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2013

Prix : 10 \$

MOT DU DIRECTEUR

Le *Plan d'action montréalais 2012-2014* de la Table régionale sur les saines habitudes de vie et la prévention des problèmes liés au poids est issu d'une large mobilisation intersectorielle montréalaise. Ce plan vient répondre à une importante politique gouvernementale intégrée, lancée en 2006, sous le nom de PAG - *Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids*. Cette politique convie les régions à la création d'instances intersectorielles afin d'instaurer des environnements favorables aux saines habitudes de vie. Depuis 2009, les membres de la table montréalaise travaillent à élaborer le plan d'action régional qui fut déposé en juin 2012.

L'étude visant à préciser si les interventions de ce plan sont évaluables est bienvenue à ce moment charnière entre l'élaboration du plan et sa mise en œuvre. Elle est essentielle afin d'orienter les efforts d'évaluation et de recherche, certes, mais elle contribue également à réfléchir à la faisabilité de la mise en œuvre.

Le directeur de santé publique,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Richard Massé', written in a cursive style.

Richard Massé, M.D.

RÉSUMÉ

Le *Plan d'action montréalais 2012-2014* de la Table régionale sur les saines habitudes de vie et la prévention des problèmes liés aux poids est multi-composite et pan-territorial. L'évaluation d'un tel plan exige un investissement important en ressources, en temps, et en efforts et l'analyse de la faisabilité de l'évaluation est une étape cruciale de réussite. Ce rapport fournit un aperçu du *Plan d'action montréalais 2012-2014* en ce qui concerne sa mise en œuvre, une appréciation de son évaluabilité et des pistes de recherche, au moment de la collecte des données en avril-mai 2012. La principale source de données utilisée a été l'information disponible auprès des acteurs engagés dans les interventions du plan, complétée par des sources sur le Web. Quatre critères ont été retenus pour analyser l'évaluabilité des interventions : (1) les effets attendus de l'intervention en référant aux données probantes à l'appui et à des recherches en cours; (2) l'étendue du déploiement de l'intervention et sa maturité; (3) l'ampleur des intrants; (4) l'accès à des données existantes (administratives ou de recherche) ou la possibilité de constituer des bases de données en lien avec les opérations et les résultats. Il existe une variation importante dans l'étendue du déploiement des interventions et leur maturité, dans l'ampleur des intrants et l'accès aux données. Vingt-six (26) des 54 interventions ont pu être évaluées. L'étude de l'évaluabilité fournit aux chercheurs engagés dans l'évaluation du *Plan d'action montréalais 2012-2014*, ainsi qu'aux décideurs de la Table régionale, une base utile à partir de laquelle identifier les priorités de recherche et d'évaluation.

Table des matières

MOT DU DIRECTEUR	i
RÉSUMÉ	ii
PROBLÉMATIQUE	1
<i>Figure 1. Modèle logique du Plan d'action montréalais de la Table régionale sur les saines habitudes de vie</i>	4
MÉTHODE	5
Qu'est-ce que l'étude de l'évaluabilité?	5
L'étude de l'évaluabilité du Plan d'action montréalais	6
RÉSULTATS	7
1. Poursuivre les activités de surveillance et de recherche en lien avec l'aménagement sécuritaire des quartiers	7
<i>Tableau 1. Données relatives à l'évaluabilité des interventions du bloc « Poursuivre les activités de surveillance et de recherche en lien avec l'aménagement sécuritaire des quartiers »</i>	9
2. Adapter l'environnement bâti de façon à favoriser les déplacements actifs	10
<i>Tableau 2. Données relatives à l'évaluabilité des interventions du bloc « Adapter l'environnement bâti de façon à favoriser les déplacements actifs »</i>	12
3. Adapter l'offre d'activité physique de façon à favoriser la participation des adolescents et des jeunes adultes de 16-35 ans	15
<i>Tableau 3. Données relatives à l'évaluabilité des interventions du bloc « Adapter l'offre d'activité physique de façon à favoriser la participation des adolescents et des jeunes adultes de 16-35 ans »</i>	16
4. Mettre en place des mesures qui augmentent les occasions d'être physiquement actifs à l'école, dans les SGEE, les haltes-garderies et les organismes de la communauté ET Mettre en place des mesures qui visent le développement moteur au préscolaire, dans les SGEE, les haltes-garderies et les organismes de la communauté	17
<i>Tableau 4. Données relatives à l'évaluabilité d'interventions des blocs « Mettre en place des mesures qui augmentent les occasions d'être physiquement actifs à l'école, dans les SGEE, les haltes-garderies et les organismes de la communauté » et « Mettre en place des mesures qui visent le développement moteur au préscolaire, dans les SGEE, les haltes-garderies et les organismes de la communauté »</i>	22
5. Présenter et promouvoir une offre alimentaire nutritive, savoureuse et à coût abordable dans les milieux scolaire, municipal et dans les SGEE	24
<i>Tableau 5. Données relatives à l'évaluabilité du bloc d'interventions « Présenter et promouvoir une offre alimentaire nutritive, savoureuse et à coût abordable dans les milieux scolaire, municipal et dans les SGEE »</i>	26

6. Les écoles, les SGEE, les services de loisirs municipaux contribueront à développer les compétences des jeunes leur permettant de faire des choix alimentaires sains	28
<i>Tableau 6. Données relatives à l'évaluabilité du bloc d'interventions « Les écoles, les SGEE, les services de loisirs municipaux contribueront à développer les compétences des jeunes leur permettant de faire des choix alimentaires sains »</i>	
7. Soutenir des projets locaux et régionaux visant un accès permanent aux aliments nutritifs à coût abordable ET Plaider pour que les ménages à faible revenu soient en mesure de défrayer le coût du panier à provisions nutritif.....	30
<i>Tableau 7. Données relatives à l'évaluabilité des blocs d'interventions « Soutenir des projets locaux et régionaux visant un accès permanent aux aliments nutritifs à coût abordable » et « Plaider pour que les ménages à faible revenu soient en mesure de défrayer le coût du panier de provisions nutritif »</i>	
8. Soutenir les centres hospitaliers, les milieux de garde, les établissements municipaux, les organismes communautaires et les commerces à devenir accueillants pour les femmes qui allaitent.....	33
<i>Tableau 8. Données relatives à l'évaluabilité du bloc d'interventions « Soutenir les centres hospitaliers, les milieux de garde, les établissements municipaux, les organismes communautaires et les commerces à devenir accueillants pour les femmes qui allaitent »</i>	
DISCUSSION ET CONCLUSION.....	36
<i>Tableau 9. Synthèse de l'étude d'évaluabilité des 54 interventions du Plan d'action montréalais</i>	
RÉFÉRENCES	38

PROBLÉMATIQUE

Le gouvernement du Québec adoptait en octobre 2006 le *Plan d'action gouvernemental de promotion de saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012, Investir pour l'avenir* (PAG). Chaque région était invitée à former une instance régionale intersectorielle pour déployer le PAG sur son territoire. À cet effet, la Conférence administrative régionale (CAR) de Montréal a formé la Table régionale sur les saines habitudes de vie et la prévention des problèmes reliés au poids (la Table), visant les jeunes de 0 à 25 ans et leur famille. Les participants sont six ministères régionaux : ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MÉLS), ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), ministère de la Famille (MF), ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), ministère des Transports (MTQ); la Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ); une représentation des cinq commissions scolaires de l'Île de Montréal (CS) et des 12 centres de santé et de services sociaux (CSSS); la Ville de Montréal; la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (DSP); Sport et Loisir de l'Île de Montréal (SLIM); Québec en forme (QEF). Le leadership, le soutien et l'animation de la Table sont assurés par la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal et la Direction régionale du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. En juin 2012, la Table régionale montréalaise déposait le *Plan d'action montréalais 2012-2014*.

Le *Plan d'action montréalais* comporte cinq objectifs généraux conduisant à huit grands blocs d'actions qui se déclinent en 54 interventions. Le plan ayant été étudié est la version de travail d'avril 2012 à laquelle des modifications mineures ont été apportées par la suite, jusqu'à sa version finale adoptée en juin 2012 par la Table régionale.

➤ *Objectif 1* : Une ville et des quartiers sécuritaires qui favorisent un mode de vie physiquement actif :

- Poursuivre les activités de surveillance et de recherche en lien avec l'aménagement sécuritaire des quartiers.
- Adapter l'environnement bâti de façon à favoriser les déplacements actifs.
- Adapter l'offre d'activité physique de façon à favoriser la participation des adolescents et des jeunes adultes de 16-35 ans.

- *Objectif 2 : Des écoles et des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) qui offrent la possibilité de bouger une heure par jour :*
 - Mettre en place des mesures qui augmentent les occasions d'être physiquement actif à l'école, dans les SGEE, les haltes-garderies et les organismes de la communauté.
 - Mettre en place des mesures qui visent le développement moteur au préscolaire, dans les SGEE, les haltes-garderies et les organismes de la communauté.
- *Objectif 3 : Des écoles et des SGEE, des lieux sportifs et de loisirs municipaux qui valorisent la saine alimentation :*
 - *Outiller et former les enseignants, le personnel des services de garde en milieu scolaire et les intervenants des SGEE à développer les compétences des jeunes en matière de saine alimentation.*
 - *Présenter et promouvoir une offre alimentaire nutritive, savoureuse et à coût abordable dans les milieux scolaires, municipaux et dans les SGEE.*
- *Objectif 4 : Des aliments nutritifs, frais et locaux sont disponibles dans les quartiers :*
 - *Soutenir des projets locaux et régionaux visant un accès permanent aux aliments nutritifs à coût abordable.*
 - *Plaider pour que les ménages à faible revenu soient en mesure de défrayer le coût du panier à provisions nutritif.*
- *Objectif 5 : L'allaitement maternel est valorisé et soutenu :*
 - Soutenir les centres hospitaliers, les milieux de garde, les établissements municipaux, les organismes communautaires et les commerces à devenir accueillants pour les femmes qui allaitent.

L'évaluation du *Plan d'action montréalais* est centrale pour les acteurs de la Table qui s'intéressent aux difficultés et réussites de son implantation et à ses impacts, de même qu'aux retombées de la concertation régionale. La démarche évaluative a été appuyée par la Table lors de sa réunion du 13 décembre 2011 et la Table s'est dotée en mai 2012 d'un sous-comité d'évaluation. Étant donné que l'évaluation d'implantation ou d'effets d'un plan multi-composite et pan-territorial comme le *Plan d'action montréalais* exige un grand investissement en

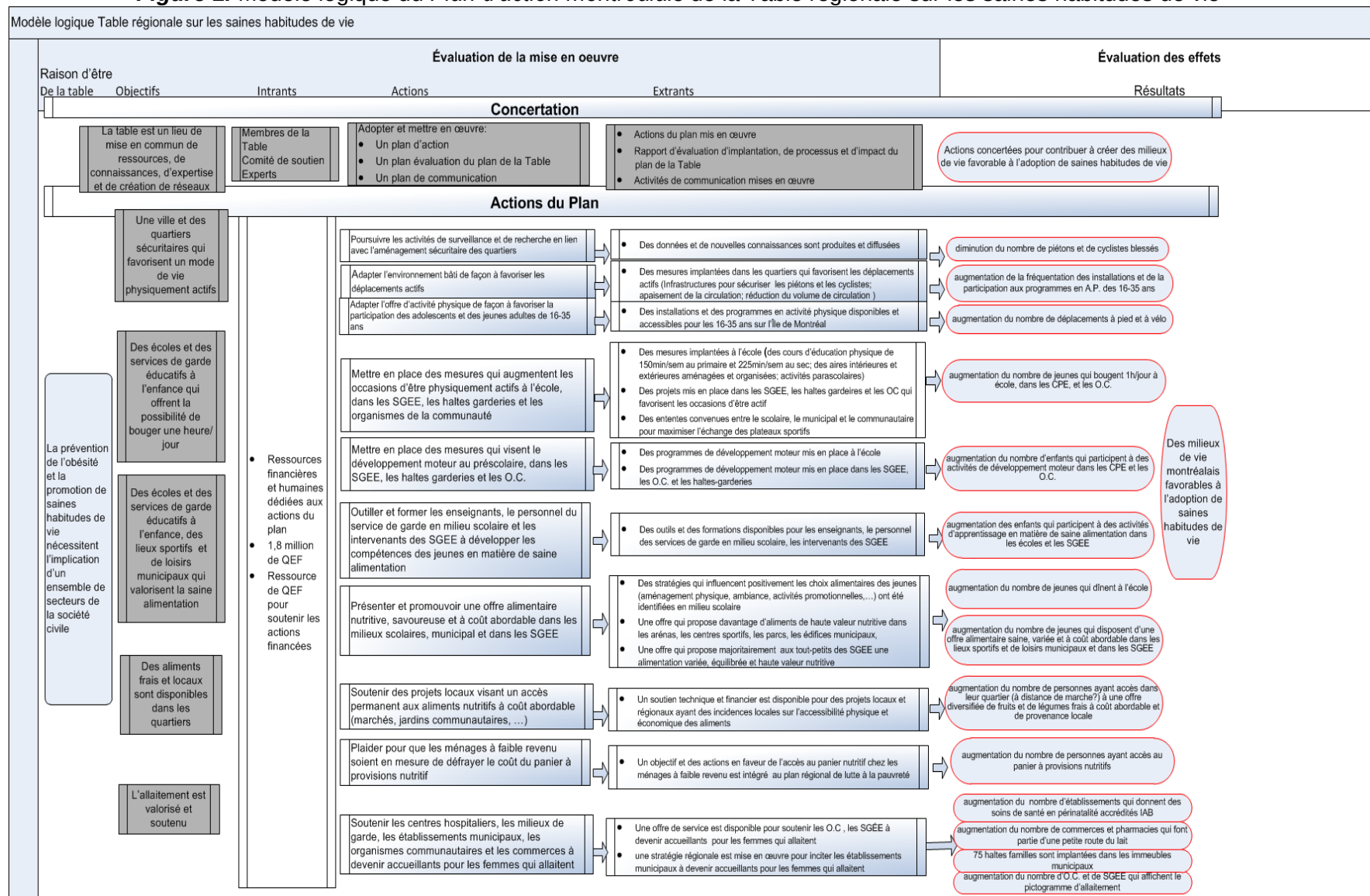
ressources, en temps, et en efforts, l'analyse de la faisabilité de l'évaluation, bien que souvent négligée, est une étape cruciale de sa réussite (*Leclerc B-S, 2012*). Elle vise à s'assurer qu'une intervention remplit les conditions qui en permettent l'évaluation formelle. Nous avons donc utilisé cette approche pour obtenir un aperçu du *Plan d'action montréalais* en ce qui concerne sa mise en œuvre, une appréciation de son évaluabilité et l'émergence de pistes de recherche, en vue de permettre aux chercheurs et décideurs d'établir des priorités et de faire des choix.

Nous avons distingué trois approches complémentaires d'évaluation du *Plan d'action montréalais* : 1) le suivi d'indicateurs relatifs aux structures, processus et résultats proximaux et distaux des interventions du *Plan d'action montréalais*; 2) des questions de recherche spécifiques à des interventions, portant sur différents aspects tels que les réseaux d'acteurs, les processus, l'atteinte des finalités, ou le rapport entre l'intervention et les contextes de déploiement; 3) des questions de recherche transversales à l'ensemble du *Plan d'action montréalais* telles que : Quelle est la capacité de ce mécanisme décisionnel à produire des changements dans les milieux de vie? Ou dans quelle mesure souscrit-il à la réduction des inégalités sociales de santé? L'appréciation de l'évaluabilité fournit des informations utiles à la décision sur ces trois plans.

Ce rapport décrit brièvement les principes de l'étude de l'évaluabilité et la façon dont nous l'avons appliquée aux interventions du *Plan d'action montréalais*. Ensuite, pour les interventions avec un potentiel moyen ou élevé pour la recherche et l'évaluation, nous présentons quelques suggestions de projets.

Les 54 interventions du *Plan d'action montréalais* sont regroupées en huit blocs. Ceux-ci correspondent aux 10 grands blocs d'actions du modèle logique du plan (**Figure 1**), où les 4^e et 5^e blocs de même que les 8^e et 9^e blocs d'interventions ont été regroupés.

Figure 1. Modèle logique du *Plan d'action montréalais* de la Table régionale sur les saines habitudes de vie



MÉTHODE

Qu'est-ce que l'étude de l'évaluabilité?

Joseph Wholey a introduit le concept d'évaluation de l'évaluabilité en 1979. Sa proposition était liée au constat que les programmes, souvent faiblement décrits et articulés, rencontraient rarement les critères permettant de mener un processus d'évaluation satisfaisant (*Leclerc B-S, 2012*). L'étude de l'évaluabilité est un processus qui permet d'identifier si une évaluation du programme est justifiée, réalisable, et susceptible de fournir des informations utiles (*Kaufman-Levy D, Poulin M, 2003*). Elle ne cherche pas seulement à savoir si un programme peut être évalué de façon significative, mais aussi si une évaluation pourrait en améliorer la performance et la gestion.

Plusieurs caractéristiques d'une intervention influencent son évaluabilité (*Leclerc B-S, 2012, Kaufman-Levy D, Poulin M, 2003*). L'évaluabilité est principalement liée au fait qu'une intervention est réaliste, clairement articulée et explicite, mise en œuvre comme prévu, qu'elle dessert les territoires ou populations pour lesquels elle a été conçue et qu'elle dispose des ressources suffisantes à la mise en œuvre des activités prévues. Il devrait y avoir une correspondance entre les objectifs de l'intervention et les moyens utilisés pour y parvenir. En outre, l'intervention doit avoir la capacité de recueillir les informations nécessaires à son évaluation.

Essentiellement, l'étude de l'évaluabilité détermine si une intervention réunit les conditions nécessaires pour permettre une évaluation adéquate (*Leclerc B-S, 2012*). L'évaluateur a besoin de comprendre l'histoire, la conception et la théorie de l'intervention, ou pourquoi les promoteurs pensent que l'intervention permettra d'atteindre les objectifs spécifiés (*Kaufman-Levy D, Poulin M, 2003*). Toute la documentation de l'intervention devrait être rassemblée. En plus, des entrevues avec le personnel de l'intervention peuvent fournir des commentaires utiles sur les liens possibles entre l'énoncé du problème auquel s'adresse l'intervention, les activités et les objectifs. Il est important de savoir quelles données sont collectées et si des données supplémentaires seront nécessaires pour l'évaluation (*Kaufman-Levy D, Poulin M, 2003*).

L'étude de l'évaluabilité du Plan d'action montréalais

Normalement, l'étude de l'évaluabilité se concentre sur un seul projet. Pour le *Plan d'action montréalais*, il n'était pas possible de faire une étude approfondie de l'évaluabilité de chacune des 54 interventions. L'examen des interventions a donc été préliminaire, mais elle nous a permis de comprendre l'état actuel de chaque intervention, sa pertinence en ce qui concerne la finalité du *Plan d'action montréalais*, et d'identifier des questions de recherche et d'évaluation émergentes. Nous avons retenu quatre critères pour analyser les interventions : (1) les effets attendus de l'intervention, en référant aux données probantes à leur appui et à des recherches en cours; (2) l'étendue du déploiement des interventions et leur maturité; (3) l'ampleur des intrants; (4) l'accès à des données existantes (administratives ou de recherche)/la possibilité de constituer des bases de données en lien avec résultats.

La principale source de données utilisée est l'information disponible auprès des acteurs déjà engagés dans les interventions. La DSP est responsable de 23 interventions et impliquée dans 11 autres interventions du *Plan d'action montréalais*. Des entrevues ont eu lieu en avril et mai 2012 avec 13 personnes de la DSP engagées dans ces interventions. Pour les autres interventions, neuf personnes ont été contactées et quatre entrevues ont eu lieu respectivement avec des représentants du MF, du SLIM, de la CRÉ et de la Ville de Montréal. Une évaluatrice a mené ces entrevues afin de discuter les quatre critères ci-dessus. En outre, il a été demandé à ces personnes si des recherches avaient déjà été réalisées ou étaient en cours sur cette intervention et si oui, sur quels aspects. Des données complémentaires ont été recueillies dans des sources sur le Web. En utilisant toutes les informations recueillies, nous avons répondu aux questions suivantes afin d'apprécier le potentiel de recherche et/ou évaluation :

1. Est-ce que l'intervention est explicite et fondée sur les meilleures pratiques?
2. Est-ce que l'intervention est déjà en cours?
3. Quelle est l'ampleur des intrants?
4. Est-ce qu'il y a un accès possible aux données d'opération?

Les données ont d'abord été colligées par intervention, dans des matrices sous ces quatre questions, pour huit blocs d'interventions, en miroir du modèle logique du *Plan d'action montréalais*. Ces données ont ensuite été discutées en équipe afin de fournir une appréciation du potentiel de recherche et d'évaluation. La colonne des commentaires rassemble des informations relatives à la collecte des données et à des questions de recherche/évaluation émergentes.

RÉSULTATS

Les résultats sont présentés pour chacun des huit blocs d'interventions. Le lecteur est invité à se référer au tableau inséré après chaque bloc afin de consulter la liste des interventions auxquelles réfère l'analyse.

1. Poursuivre les activités de surveillance et de recherche en lien avec l'aménagement sécuritaire des quartiers

Les six interventions de ce bloc sont conduites par le secteur Environnement urbain et santé (EUS) de la DSP. Le **Tableau 1** synthétise les résultats pour ces interventions.

Plutôt que d'être une intervention spécifique, la surveillance des blessures de la route est un processus continu, dans le cadre des collectes de données existantes telles que Med-Écho et le registre des décès. Cependant, il n'existe actuellement aucun programme de surveillance des blessés de la route et aucune ou peu d'utilisation des registres. Il y a des projets ponctuels liés à la cartographie des blessés, basée sur (1) les données d'Urgence-Santé (services ambulanciers) et (2) de la SAAQ (données du Service de police). L'investissement financier provient du secteur EUS. Les ressources humaines constituent un agent de recherche et un médecin. Le domaine de l'activité physique de transport doit intégrer la dimension de la sécurité et des blessures, ce qui requiert un investissement en recherche.

Les autres interventions sont à différents stades d'avancement. En raison du manque de ressources, le guide « *Aménagement urbain, santé et transport* » n'est pas encore terminé. Le guide est destiné à la formation de trois groupes d'acteurs : (1) les organismes communautaires et les ONG, (2) les professionnels de la santé publique, et (3) les professionnels de la ville. Bien que le dernier groupe d'acteurs soit moins présent aux formations, les promoteurs soutiennent qu'il est possible de les influencer par la formation dispensée aux organismes communautaires et aux ONG. Le guide couvre l'environnement bâti et la santé, ainsi que des solutions prometteuses basées sur les données existantes. Minimale, un suivi évaluatif de la diffusion du guide sera requis. Une analyse de l'ampleur et de la distribution des formations données et de la diffusion du guide, de même qu'une analyse de l'intérêt qu'il suscite et de son influence sur la décision, sont des thèmes de recherche pertinents.

Un audit de potentiel piétonnier est une grille permettant d'analyser divers aspects de l'aménagement physique d'un secteur ou d'un quartier et d'évaluer sa capacité à favoriser ou non la pratique de la marche. Au cours de la période 2008-2010, trois outils de vérification déjà publiés ont été comparés pour 290 segments de rues de trois quartiers de Montréal (Galt, Saint-Pierre, Mercier). En conséquence, une meilleure grille d'évaluation du potentiel piétonnier a été développée, mieux adaptée pour fournir des preuves qui peuvent être traduites dans les politiques et les interventions. Cette nouvelle grille a été validée en 2010-2012. Les plans visant à élargir la grille à d'autres arrondissements sont entravés par un manque de ressources. Ces travaux sont déjà en cours au secteur EUS.

Deux articles ont été publiés sur l'impact des volumes de circulation sur les traumatismes routiers. Les données révélant l'impact sur la santé du transport en commun (diabète) et des volumes de circulation (maladie cardiovasculaire, obésité) sont en traitement. Des résultats préliminaires sont en train d'être validés. Si les résultats préliminaires démontrent un impact du transport en commun sur le diabète, ils seront revus par les pairs en étant soumis pour publication et, lorsque publiés, ils seront largement diffusés à nos partenaires pour soutenir une augmentation de l'offre de transport en commun. L'investissement financier provient du secteur Surveillance de l'état de santé à la DSP, l'investissement en ressources humaines provient du secteur EUS de la DSP et de l'Université de Montréal.

Nous n'avons pas examiné les deux interventions d'évaluation, sur la mobilisation communautaire et le programme BIXI, parce que leur évaluation est déjà en cours par des chercheurs associés au secteur EUS.

Tableau 1. Données relatives à l'évaluabilité des interventions du bloc « *Poursuivre les activités de surveillance et de recherche en lien avec l'aménagement sécuritaire des quartiers* »

Intervention	Responsable	Explicite et fondée sur les meilleures pratiques	Déjà en cours	Ampleur des intrants	Accès possible aux données d'opération	Potentiel de recherche et évaluation	Commentaires
Poursuivre la surveillance des blessés de la route	DSP	Oui	En partie	Faible	Oui	Élevé, déjà en cours par EUS*	Les données sont disponibles mais doivent être extraites des bases de données existantes. Projet de fusionner les bases de données pour les blessures de la route en cours.
Offrir des formations sur le guide « Aménagement urbain, santé et transport »	DSP	Oui	Non	Faible	Non	Moyen	En raison de contraintes de temps, le guide n'est pas encore terminé.
Développer et valider une grille d'évaluation du potentiel piétonnier	DSP	Oui	Oui, depuis 2008	Faible	Oui	Élevé, déjà en cours par EUS*	Une grille d'évaluation du potentiel piétonnier a été développée et évaluée. Les plans visant à élargir la grille à d'autres arrondissements sont entravés par un manque de ressources.
Diffuser les données révélant l'impact sur la santé du transport en commun (diabète) et des volumes de circulation (traumatismes routiers, maladies cardiovasculaires, obésité)	DSP	Oui	Oui, depuis ± 2010	Moyen	Oui	Élevé, déjà en cours par EUS*	L'étendue du déploiement dépend des résultats. Déjà deux articles publiés sur l'impact des volumes de circulation sur les traumatismes routiers. Pour les autres, des résultats préliminaires sont en train d'être validés.
Évaluer la mobilisation communautaire sur la sécurité des déplacements et le transport actif et collectif	DSP	Information non recueillie : collecte de données, recherche et évaluation déjà en cours par EUS*					
Évaluer le programme BIXI	DSP	Information non recueillie : collecte de données, recherche et évaluation déjà en cours par EUS*					

*EUS : Secteur Environnement urbain et santé de la DSP

2. Adapter l'environnement bâti de façon à favoriser les déplacements actifs

La Ville de Montréal est responsable de toutes les interventions de ce bloc (à l'exception de *Quartiers verts et en santé*) et d'importants acteurs institutionnels sont engagés. Le **Tableau 2** synthétise les résultats pour ces interventions.

Nous avons exclu ce bloc d'interventions de notre étude principalement parce qu'au moins cinq groupes de recherche, que nous avons identifiés et avec certains desquels la DSP a des collaborations, travaillent déjà sur la question de l'environnement bâti et du transport actif à Montréal. Des recherches reliant environnement bâti, transport actif et santé sont aussi produites par des chercheurs de la DSP ou associés à la DSP⁴.

⁴ À titre d'exemple, voici quelques publications d'intérêt :

Gauvin, L., Richard, L., Craig, C L., Spivock, M., Riva, M., Forster, M., Laforest, S., Laberge, S., Potvin, L., Fournel, M-C, & Gagnon, H. (2005). From « Walkability » to « Active Living Potential »: An Econometric Validation Study. *American Journal of Preventive Medicine*, 28/2S2 : 126-133.

Spivock, M., Gauvin, L., Brodeur, J-M. (2007). Neighborhood-level supports to promote active living among persons with physical disabilities. *American Journal of Preventive Medicine*, 32(3): 224-230.

Gagnon, H., Gagné, S. (2008). Association Between Neighborhood Active Living Potential and Walking. *American Journal of Epidemiology*, 167 : 944-953.

Spivock, M., Gauvin, L., Riva, M., & Brodeur, J-M. (2008). Promoting Active Living Among Persons with Physical Disabilities: Evidence for Neighborhood-level Buoy. *American Journal of Preventive Medicine*, 34(4) : 291-298.

Richard, L., Gauvin, L., Gosselin, C., Laforest, S. (2009). Staying connected : Are perceptions of neighbourhood user-friendliness associated with social participation among older adults living in an urban environment? *Health Promotion International*, 24 : 46-57.

Riva, M., Gauvin, L., Apparicio, P., & Brodeur, J-M. (2009). Disentangling the relative influence of built and socioeconomic environments on walking : The contribution of areas homogenous along exposures of interest. *Social Science and Medicine* 69(9) : 1296-1305.

Pabayo, R., Gauvin, L., Barnett, T A., Nikiéma, B., & Séguin, L. (2010). Sustained Active Transportation is associated with a Favorable BMI Trajectory across the Early School Years: Findings from the Quebec Longitudinal Study of Child Development birth cohort. *Preventive Medicine*, 50 : S59-S64.

Fuller, D L., Gauvin, L., Kestens, Y., Fournier, M., Daniel, M., Morency, P., & Drouin, L. (2011). Prevalence and correlates of use of a new public bicycle share program in Montreal, Canada. *American Journal of Preventive Medicine*, 41(1) : 80-83.

Morency, P., Gauvin, L., Tessier, F., Miranda-Moreno, L., Cloutier, M-S, & Morency, C. (2011). Analyse désagrégée des facteurs environnementaux associés au nombre d'enfants blessés par un véhicule à moteur en milieu urbain. *Les Cahiers de Géographies du Québec*, 55(156) : 449-468.

Pabayo, R., Gauvin, L., Morency, P., Barnett, T A., Nikiéma, B., & Séguin, L. (2012). Understanding the determinants of active transportation to school among children : Evidence of environmental injustice from the Quebec Longitudinal Study of Child Development. *Health and Place*, 18(2) : 163-171.

Gauvin, L., Richard, L., Kestens, Y., Shatenstein, B., Payette, H., Daniel, M., Moore, S D, & Mercille, G. (2012). Living in a well serviced urban area is associated with maintenance of frequent walking among seniors in the VoisiNuAge study. *The Journals of Gerontology Series B: Psychological and Social Sciences*, 67(1) : 76-88.

Fuller, D L., Gauvin, L., Kestens, Y., Daniel, M., *Morency, P., & Drouin, L. (2012). Internal Consistency, Concurrent Validity, and Discriminant Validity of a Measure of Public Support for Policies for Active Living in Transportation (PAL-T) in a Population-based Sample of Adults. *Journal of Urban Health*, 89(2) : 258-269.

Morency, P., Gauvin, L., Plante, C., Fournier, M., & Morency, C. (2012). Neighbourhood Social Inequalities in Road Injuries : A Multilevel Analysis Showing the Influence of Traffic Volume and Road Design. *American Journal of Public Health*, 102(6) : 1112-1119.

Fuller, D L., Gauvin, L., Kestens, Y., Daniel, M., Fournier, M., Morency, P., & Drouin, L. (2013). Impact evaluation of a public bicycle share program on cycling : A case example of BIXI in Montreal. *American Journal of Public Health*, 103(3) : 385-e92.

Fuller, D L., Gauvin, L., Kestens, Y., Daniel, M., Fournier, M., Morency, P., & Drouin, L. (2013, Epub ahead of print). Individual- and Area-level disparities in access to the road network, subway system, and a public bicycle share program on the Island of Montreal, Canada. *Annals of Behavioral Medicine*, 45(Suppl 1) : 95-100.

Quartiers verts et en santé, financé par QEF et dont le fiduciaire est le Centre d'écologie urbaine de Montréal, est en cours depuis 2008. Il y a plusieurs partenaires de réalisation. Plusieurs interventions ont été effectuées et des données recueillies. Des pistes de recherche émergentes sont identifiées : (1) étudier les différences dans l'implantation et le type d'initiatives selon le niveau de défavorisation des quartiers; (2) évaluer les processus utilisés par *Quartiers Verts et en santé* pour accomplir ses objectifs; (3) comparer la transformation dans le temps des arrondissements où se déroulent les cinq projets pilotes avec des arrondissements non participants.

Tableau 2. Données relatives à l'évaluabilité des interventions du bloc « *Adapter l'environnement bâti de façon à favoriser les déplacements actifs* »

Intervention	Responsable	Explicite et fondée sur les meilleures pratiques	Déjà en cours	Ampleur des intrants	Accès possible aux données d'opération	Potentiel de recherche et évaluation	Commentaires
Quartiers verts et en santé	Centre d'écologie urbaine de Montréal	Oui	Oui, depuis 2008	Élevée	Oui	Moyen	Le responsable n'a pas été contacté. Il existe un potentiel de recherche et d'évaluation, mais cela dépendra des priorités et intérêts des partenaires de l'intervention et des groupes de recherche déjà engagés.
Réduire la dépendance à l'automobile en : - mettant en œuvre des projets structurants prévus au Plan de transport tels que l'implantation du réseau de tramway, les services rapides d'autobus en site - doublant le réseau cyclable en sept ans - poursuivant les démarches entamées en vue d'obtenir un financement dédié en transport, en particulier pour les projets de transports actifs et collectifs du Plan de transport et du prochain Plan stratégique 2010-2020 de la STM - favorisant un libre-accès au transport collectif pour les étudiants universitaires en incluant l'abonnement au transport collectif dans les frais de scolarité durant les huit mois de l'année scolaire - augmentant le nombre de vélos en libre-service BIXI en fonction de la croissance de son utilisation - élaborant un nouveau plan de développement urbain misant, entre autres, sur la densification, la revitalisation des quartiers centraux et le développement en fonction des transports collectifs et actifs	Ville de Montréal		Information non recueillie				Il existe un potentiel de recherche et d'évaluation, mais cela dépendra des priorités et intérêts des partenaires de l'intervention et des groupes de recherche déjà engagés.

Intervention	Responsable	Explicite et fondée sur les meilleures pratiques	Déjà en cours	Ampleur des intrants	Accès possible aux données d'opération	Potentiel de recherche et évaluation	Commentaires
Offrir six mois de transport en commun gratuit à l'achat d'une carte OPUS annuelle, et des cartes Accès Montréal	Ville de Montréal		Information non recueillie				Il existe un potentiel de recherche et d'évaluation, mais cela dépendra des priorités et intérêts des partenaires de l'intervention et des groupes de recherche déjà engagés.
Financer 20 projets de quartiers durables d'ici 2015 par le biais du programme Quartiers 21, en portant une attention particulière aux quartiers défavorisés	Ville de Montréal		Information non recueillie				
Mettre en œuvre les principes inscrits dans la Charte des milieux de vie montréalais du Plan d'urbanisme de manière à aménager les milieux de vie existants et futurs qui soient complets et diversifiés en terme de variété de logements, d'espaces verts, de commerces, de services et d'équipements collectifs adaptés et accessibles pour tous les types de ménage ainsi qu'axés sur la mobilité urbaine durable	Ville de Montréal		Information non recueillie				Il existe un potentiel de recherche et d'évaluation, mais cela dépendra des priorités et intérêts des partenaires de l'intervention et des groupes de recherche déjà engagés.
Favoriser le maillage des projets de logements sociaux et communautaires avec des interventions qui contribuent à l'amélioration globale des quartiers (verdissement, réaménagements extérieurs, apports de services et de locaux communautaires, etc.)	Ville de Montréal		Information non recueillie				
Réaliser des aménagements et mettre en œuvre dans les quartiers des mesures et des aménagements visant la réduction de la circulation afin de favoriser un transfert modal vers les modes de déplacements actifs et collectifs	Ville de Montréal		Information non recueillie				
Identifier et implanter des mesures d'apaisement de la circulation	Ville de Montréal		Information non recueillie				
Élaborer et publier le Guide d'aménagement durable des rues de Montréal	Ville de Montréal		Information non recueillie				

Intervention	Responsable	Explicite et fondée sur les meilleures pratiques	Déjà en cours	Ampleur des intrants	Accès possible aux données d'opération	Potentiel de recherche et évaluation	Commentaires
Réduire la limite de vitesse de 50 à 40 km/h dans toutes les rues locales résidentielles de la Ville de Montréal	Ville de Montréal		Information non recueillie				
Planifier un réseau de promenades à l'échelle métropolitaine et à l'échelle locale	Ville de Montréal		Information non recueillie				
Réaliser plus ou moins 10 km de promenades urbaines dans les secteurs densément peuplés de Montréal d'ici 2017	Ville de Montréal		Information non recueillie				
Augmenter la capacité du métro par l'acquisition de nouvelles voitures	Ville de Montréal (STM)		Information non recueillie				
Déployer 240 km de voies réservées aux autobus	Ville de Montréal (STM)		Information non recueillie				
Déployer les projets métropolitains de transport actif en cours dont le train de l'est et le Métro	Agence métropolitaine de transport de Montréal (AMT)		Information non recueillie				

3. Adapter l'offre d'activité physique de façon à favoriser la participation des adolescents et des jeunes adultes de 16-35 ans

Ce bloc comprend trois interventions dont la responsabilité incombe respectivement au Service de loisirs de l'Île de Montréal (SLIM), à la Ville et à la DSP. Le **Tableau 3** synthétise les résultats pour ces interventions.

« *Déclic Loisir* », porté par le SLIM, consiste à intervenir auprès des arrondissements – et donc auprès des décideurs – pour les amener à réviser leur offre de sports et loisirs. Historiquement, l'offre municipale de loisirs et sports a ciblé les moins de 17 ans. Le SLIM vise à ce que l'offre s'oriente de plus en plus vers les 16-35 et les jeunes familles, qui fréquentent moins les activités. Une aide (financière et en expertise) est offerte au sein de 5 arrondissements de la Ville de Montréal entre 2012 et 2014. Le projet est initié et coordonné par le SLIM et soutenu financièrement par le Forum jeunesse de l'île de Montréal (150 000 \$) et QEF (150 000 \$). Chaque arrondissement peut recevoir 30 000 \$ pour les deux ans ($30\,000 \$ \times 2 = 60\,000 \$$), dont 8 400 \$ peuvent être utilisés pour l'expertise. Ils doivent faire un minimum de 20 activités. La somme restante de 150 000 \$ est utilisée par SLIM pour défrayer des activités qui concernent les 5 arrondissements (par exemple, une formation sur la façon de communiquer avec les jeunes). Le suivi d'évaluation relève du bailleur QEF qui demande et finance l'évaluation. Des questions de recherche potentielles ont été discutées lors d'une réunion entre les représentants du SLIM et l'équipe de recherche : (1) documenter l'expérimentation des nouvelles activités physiques, sportives et de loisir; (2) évaluer les nouvelles stratégies promotionnelles qui visent à susciter la participation des jeunes adultes et des familles; (3) évaluer les résultats distaux des actions réalisées, en prenant pour acquis que les résultats plus proximaux seront évalués dans l'évaluation QEF.

Nous n'avons pas examiné l'intervention « *Offre d'activités physiques dans un milieu scolaire et municipal défavorisé* » de la DSP parce qu'elle n'a pas commencé et que les plans pour les deux ou trois prochaines années ne sont pas clairs. L'intervention de la Ville de Montréal consistant à poursuivre l'implantation du service *Loisirs en ligne* n'a pas non plus été évaluée.

Tableau 3. Données relatives à l'évaluabilité des interventions du bloc « Adapter l'offre d'activité physique de façon à favoriser la participation des adolescents et des jeunes adultes de 16-35 ans »

Intervention	Responsable	Explicite et fondée sur les meilleures pratiques	Déjà en cours	Ampleur des intrants	Accès possible aux données d'opération	Potentiel de recherche et évaluation	Commentaires
Déclic Loisir – Du temps libre pour ta santé	SLIM*	Oui	Oui, depuis 2012	Élevée	Oui	Élevé	Des questions de recherche potentielles ont été discutées lors d'une réunion entre les représentants du SLIM et de la DSP. Pour le suivi d'évaluation, cela relève du bailleur QEF qui demande et finance le suivi évaluatif.
Offre d'activités physiques dans un milieu scolaire et municipal défavorisé (projet pilote)	DSP		Intervention non débutée				Un changement de personnel explique qu'il n'y a eu personne responsable de ce projet.
Poursuivre l'implantation du service Loisirs en ligne et bonifier son assistance aux organismes partenaires par l'offre d'outils informatiques	Ville de Montréal		Information non recueillie				Un premier contact a été établi avec le responsable, mais il n'y a pas eu de suite.

*SLIM : Service de loisirs de l'île de Montréal.

4. Mettre en place des mesures qui augmentent les occasions d'être physiquement actifs à l'école, dans les SGEE, les haltes-garderies et les organismes de la communauté ET Mettre en place des mesures qui visent le développement moteur au préscolaire, dans les SGEE, les haltes-garderies et les organismes de la communauté

Ce bloc comprend dix interventions, portées respectivement par le MF (1), la DSP (6), le Regroupement des CPE de l'Île de Montréal (1) le Conseil québécois sur le tabac et la santé (1) et la CSDM (1). Le **Tableau 4** synthétise les résultats pour ces interventions.

Le Programme de soutien financier du ministère de la Famille (MF) soutient des actions concrètes pour mettre en place des pratiques visant l'amélioration de la qualité des SGEE, qui peuvent inclure des actions visant des environnements favorables à l'activité physique et à la saine alimentation. Chaque année, environ quatre projets reçoivent un financement pour un an. L'aide financière maximale accordée est de 200 000 \$ aux associations nationales de centres de la petite enfance (CPE), 185 000 \$ à une association régionale de CPE (variant en fonction du nombre de régions ou divisions impliquées), 400 000 \$ aux associations de garderies et 50 000 \$ à un organisme sans but lucratif. Pour chaque organisme, la subvention est calculée en fonction des projets acceptés et des dépenses admissibles. Pour 2012, le MF a fait des suggestions pour des projets qui favorisaient l'activité physique ou l'alimentation saine, mais il est également important que les projets répondent aux besoins des partenaires. Au moment de l'entrevue avec le MF, les projets pour 2012 n'avaient pas encore été soumis (dépôt prévu en juin 2012). Donc, on ne sait pas si les projets soumis ont mis l'accent sur les activités physiques ou l'alimentation saine. Les questions de recherche émergentes sont : (1) de documenter la nature et la proportion de projets qui mettent l'accent sur chacun des domaines; (2) documenter les innovations; (3) évaluer les résultats proximaux et distaux des initiatives sur les environnements et sur les pratiques alimentaires et d'activité physique.

L'intervention *Soutien à l'élaboration de recommandations sur la réduction du temps écran*, déployée par la DSP, a commencé au cours de l'été 2011. Elle vise à rejoindre toutes les personnes impliquées dans le développement de l'enfant qui pourraient être touchées par ces lignes directrices et recommandations (parents, professionnels de la santé, éducateurs (trices) en SDGE, etc.), dans le but de réduire le temps sédentaire chez les enfants. La première étape de l'intervention consiste en : (1) la création d'un comité d'experts composé

de chercheurs, de médecins, de professionnels de la santé, etc., qui sont spécialistes des effets de l'exposition prolongée aux écrans sur le développement de l'enfant; (2) la révision et l'élaboration de lignes directrices, de recommandations et de pratiques médiatiques responsables. La deuxième étape comporte l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication et de diffusion à la population montréalaise qui détermine les moyens et stratégies de diffusion appropriés vers les instances concernées, soit les milieux d'intervention et le grand public (ex. : lobby, vidéos, guides d'intervention, bulletins d'information, etc.). Le lancement de la deuxième phase sera piloté par la DSP, avec le soutien de personnes des comités d'experts ayant mentionné leur intérêt. Il s'agit d'un domaine en émergence qui nécessitera des recherches pour : (1) documenter l'ampleur du phénomène à Montréal et sa variation en fonction des inégalités de santé; (2) documenter les normes qui doivent être promues; (3) évaluer les interventions de diffusion des recommandations émises; (4) documenter la mise en œuvre des mesures reconnues efficaces pour diminuer le temps écrans – les obstacles et les aides; (5) à plus long terme, évaluer les effets d'une telle mesure.

« *Plaisirs d'hiver* », porté par la DSP, est une campagne annuelle ayant cours depuis plus de 10 ans, qui promeut le temps passé dehors à bouger grâce à des activités variées gratuites ou peu coûteuses, met en valeur les avantages de la pratique d'activités physiques hivernales en l'associant aux plaisirs d'activités extérieures, dans le but d'augmenter le temps actif chez les tout-petits (volets service de garde éducatif à l'enfance), les jeunes (volet écoles primaires) et les citoyens (volet municipal). L'information est envoyée à tous les SGEE, écoles primaires et municipalités en novembre et les outils incluent des affiches, affichettes et dépliants sur le temps actif, des gabarits publicitaires, des certificats de participation et des « devoirs actifs ». Une évaluation formelle est effectuée par le MELS tous les deux ans. Les informations collectées comprennent le type d'activités organisées, le nombre de participants qui ont pris part aux activités proposées, les retombées positives, le degré d'appréciation des outils et les suggestions. Comme il s'agit d'une campagne promotionnelle conventionnelle en santé publique (diffusion de messages et quelques outils), la littérature scientifique existante en documente déjà les attributs.

« *Concours École Active* », financé par Kino-Québec et déployé par la DSP, est aussi une campagne annuelle en cours depuis plus de 5 ans. L'intervention vise à offrir des activités diversifiées qui répondent aux goûts et aux besoins des jeunes; proposer des solutions afin

d'améliorer l'offre d'activités physiques et l'offre alimentaire de l'école; sensibiliser les jeunes aux effets nuisibles de la sédentarité et d'une mauvaise alimentation; et améliorer la sécurité et favoriser une conduite éthique dans la pratique d'activités physiques et sportives. Les écoles dont la candidature est retenue reçoivent une aide financière pouvant aller jusqu'à 2 000 \$ afin de réaliser un nouveau projet ou d'en bonifier un déjà existant. Tous les projets devraient impliquer étroitement des élèves dans les étapes de réalisation (planification, promotion, animation, mise en œuvre, etc.) et être réalisés conjointement avec un ou plusieurs partenaires. Kino-Québec a des plans pour évaluer l'intervention et obtenir des suggestions d'amélioration, mais ils ne sont pas clairs. Étant donné le faible investissement, l'ampleur des réalisations liées au programme ne peut qu'être limitée. En conséquence, il est moins prioritaire d'y consacrer des ressources d'évaluation et de recherche.

L'intervention « *Bouger, Manger ... Plaisir assuré* », portée par le Regroupement des CPE de l'Île de Montréal, vise à soutenir les CPE et les haltes-garderies communautaires de Montréal dans leurs efforts pour proposer des environnements favorables au développement physique et moteur des enfants de 0 à 5 ans qui les fréquentent. Le projet initial a été soumis comme un effort de collaboration par le Regroupement des centres de la petite enfance de l'Île de Montréal (RCPEÎM), l'Association des haltes-garderies communautaires du Québec (AHGCQ), le MF et la DSP. Le RCPEÎM a apporté des modifications au projet proposé avec le soutien de QEF. L'investissement en ressources humaines comprend une agente de recherche et d'intervention et un comité d'experts, le secteur développement et communications du RCPEÎM et des participants au projet pilote. L'investissement financier n'est pas connu. L'intervention n'est pas assez définie pour discuter de questions de recherche ou d'évaluation la concernant.

« *Ma cour, un monde de plaisir!* », déployée par la DSP, est une campagne annuelle ayant cours depuis plus de 3 ans. Elle vise à augmenter l'activité physique, réduire la violence dans les écoles et améliorer la sécurité ou l'éthique dans les activités physiques et sportives. Un guide à l'intention des écoles primaires, produit par Kino-Québec, comprend quatre volets : 1) mobilisation, 2) aménagement de la cour d'école, 3) organisation des périodes d'activités, 4) animation de la cour d'école et jeunes leaders. L'intervention est financée par Kino-Québec, mais l'ampleur des intrants de ressources humaines est faible – pour l'ensemble de Montréal, la responsable de la DSP est la seule personne en charge. Il y a une personne de contact dans chaque commission scolaire. Dans chaque école, la création

d'un comité cour d'école est prévue. L'accès aux données est limité. Deux questionnaires ont été envoyés aux écoles participantes, mais très peu l'ont retourné et de nombreux questionnaires étaient incomplets. Ainsi, il est difficile de tirer de grands constats de cette évaluation. La problématique des environnements scolaires favorables à l'activité physique est un développement plutôt récent en promotion de la santé. Elle est bien instrumentée par le matériel fourni par Kino Québec. Si le bienfait de telles mesures a pu être démontré dans quelques recherches, il reste beaucoup à faire pour documenter la nature des interventions les plus efficaces et les processus et conditions de l'implantation et de la pérennisation de telles mesures. Deux autres interventions du *Plan d'action montréalais* peuvent aussi avoir un impact sur l'environnement des écoles : *Déclic Loisir – Du temps libre pour ta santé* qui agit sur l'offre d'activités physiques, et *Quartiers verts et en santé* qui agit sur le transport actif des élèves école-maison. Sur le plan des questions de recherche, l'intérêt de ce champ en émergence, la qualité du matériel de soutien, la convergence d'interventions du *Plan d'action montréalais* pouvant agir sur ce milieu justifient de lui consacrer un effort de recherche, au moins autour de deux questions : (1) caractériser l'état actuel des environnements scolaires, physiques et sociaux, favorables à l'activité physique; (2) évaluer les résultats proximaux des interventions du *Plan d'action montréalais* visant à les améliorer.

L'« *Opération fais-toi entendre!* » (OFTE) du Conseil québécois sur le tabac et la santé vise à : (1) faciliter la concertation et le réseautage de partenaires (santé, éducation, organisme communautaires jeunesse, communauté, municipal, ONG); (2) recruter des milieux et des participants; (3) former et mobiliser des jeunes et des accompagnateurs; (4) soutenir l'appropriation des apprentissages, l'accompagnement et l'action sociale des jeunes. Le calendrier s'étale de l'hiver 2012 à l'été 2014. Outre le financement de QEF et autres contributions financières externes, les intrants incluent les comités de concertation des partenaires, les groupes de travail et autres acteurs tels que les jeunes ayant déjà participé, les accompagnateurs des milieux, les agents régionaux en saines habitudes de vie, les directions des milieux, les chargés de projets, etc. Des données seront disponibles sur les points suivants : mesure de l'implication, concertation et réseautage des partenaires (ex. : médiatisation et soutien des actions des jeunes par les partenaires); orientations de l'opération et des activités définies et partagées; mesure et nature des activités de promotion; présence aux activités de formation et de mobilisation; mesure du processus d'accompagnement des jeunes, nombre et type d'actions sociales locales ou régionales réalisées par des jeunes et population rejointe; production et diffusion de données sur le

processus d'engagement et de mobilisation. Les questions de recherche qui émergent sont : (1) documenter si le modèle d'intervention (ou théorie de l'intervention) à la base de *La gang allumée* est transférable à d'autres problématiques, tel que le sous-entend *Fais-toi entendre*; (2) faire l'examen critique du processus en rapport avec les principes et théories à la base du modèle et ayant trait à la réflexivité et l'engagement citoyen; (3) soutenir une discussion critique sur une révision du paradigme de l'éducation à la santé fondée sur les principes et théories du modèle. Des travaux de recherche sont en cours sous la direction de S. Bisset (Université Laval et DSP).

La situation des interventions suivantes demeure à clarifier : « Associer les jeunes à l'élaboration d'une offre de services et adapter certaines activités sportives aux goûts des filles », « Municipalité active » et « Transfert d'expertise en psychomotricité ».

Tableau 4. Données relatives à l'évaluabilité d'interventions des blocs « *Mettre en place des mesures qui augmentent les occasions d'être physiquement actifs à l'école, dans les SGEE, les haltes garderies et les organismes de la communauté* » et « *Mettre en place des mesures qui visent le développement moteur au préscolaire, dans les SGEE, les haltes-garderies et les organismes de la communauté* »

Intervention	Responsable	Explicite et fondée sur les meilleures pratiques	Déjà en cours	Ampleur des intrants	Accès possible aux données d'opération	Potentiel de recherche et évaluation	Commentaires
Inciter les regroupements à présenter des projets favorisant l'augmentation de la pratique quotidienne d'activités physiques par le biais du Programme de soutien financier pour l'amélioration de la qualité des services de garde du MF.	MF	En partie	Non pas au moment de l'entrevue	Moyenne	Oui	Élevé, si mis en œuvre	Même si le MF a fait des suggestions pour des projets qui favoriseraient les activités physiques (ou l'alimentation saine – voir Tableau 6), il est également important que les projets répondent aux besoins des partenaires. Au moment de l'entrevue, les projets pour 2012 n'avaient pas encore été soumis. Il sera intéressant d'analyser la nature et la proportion de projets qui mettent l'accent sur chacun des domaines. Ces projets peuvent présenter un potentiel intéressant de recherche et d'évaluation.
S'assurer de la complémentarité avec le plan d'action du comité pour une action régionale concertée en développement de l'enfant	MF		Ce n'est pas une intervention				
Soutenir 1) l'élaboration de recommandations sur la réduction du temps écran pour les enfants de 0-5 ans et faire connaître les recommandations aux instances concernées, les milieux d'intervention et le grand public; 2) la mise en œuvre des mesures reconnues efficaces pour diminuer le temps écrans	DSP	Oui	Oui, depuis 2011	Moyenne	En partie	Élevé	Un comité d'experts de 12-17 membres a été constitué (chercheurs, médecins, professionnels de la santé, etc.). L'investissement financier n'est pas mentionné. Quelques données sont disponibles sur le processus à l'étape 1. Il s'agit d'un domaine en émergence, mais la recherche et l'évaluation ne font pas partie de l'intervention.
Plaisirs d'hiver : (1) volet service de garde éducatif à l'enfance; (2) volet écoles primaires; (3) volet municipal	DSP	Non	Oui, depuis ± 2001	Faible	En partie - données limitées	Faible	Campagne de chaque année, depuis plus de 10 ans. Données existantes, mais limitées. Une évaluation- données descriptives limitées- effectuée par le MELS chaque 2 ans. Intérêt de recherche faible vu la nature traditionnelle de l'intervention et les écrits scientifiques existants sur le sujet.

Intervention	Responsable	Explicite et fondée sur les meilleures pratiques	Déjà en cours	Ampleur des intrants	Accès possible aux données d'opération	Potentiel de recherche et évaluation	Commentaires
Bouger, Manger ... Plaisir assuré	Regroupement des CPE de l'Île de Montréal	Oui	Probablement	Moyenne/Élevée	Pas encore	Pas clair	Des informations ont été recueillies auprès du personnel de la DSP impliqués dans l'intervention pour qui la situation actuelle n'est pas claire. Le RCPEÎM a apporté des modifications au projet proposé avec le soutien de QEF.
Ma cour, un monde de plaisir!	DSP	Oui	Oui, depuis 2009	Moyenne	En partie - données limitées	Élevé	Financé par Kino-Québec. L'investissement en ressources humaines est faible. Un bilan de réalisation en 2012, mais très peu d'écoles ont fourni les données. Problématique en développement qui mérite d'être soutenue par la recherche et l'évaluation.
Concours École Active (écoles primaires et secondaires)	DSP	Moyennement	Oui, depuis ±2007	Faible	En partie - données très limitées	Faible	Kino-Québec offre des bourses de 500 \$ à 2 000 \$. Une brève description des interventions sont les seules données disponibles. Kino-Québec a des plans pour évaluer l'intervention, mais ils ne sont pas clairs.
Associer les jeunes à l'élaboration d'une offre de service et adapter certaines activités sportives aux goûts des filles 1) impliquer les jeunes filles dans la planification des activités; 2) mettre sur pied davantage d'activités non compétitives/traditionnelles	DSP		Pas clair si l'intervention a commencé				Étant données les préoccupations du personnel, les plans pour les 2-3 prochaines années ne sont pas clairs. L'implication de la DSP n'est pas claire. Pour chacune des 5 commissions scolaires, il y a un responsable différent et nous ne disposons pas des ressources nécessaires pour interviewer chaque commission scolaire.
Municipalité active	DSP		L'intervention n'a pas commencé				La personne responsable revient d'un congé de maternité. Développement du projet en cours. Nécessité d'évaluer ce qui est déjà en cours pour développer la meilleure approche.
Opération fais-toi entendre!	Conseil québécois sur le tabac et la santé	Oui	Oui, depuis 2012	Élevée	Oui	Élevé	Contributions financières (±\$55,000), matérielles et humaines du promoteur et des partenaires; subventions externes. Recherche en cours sous la direction de S. Bisset.
Transfert d'expertise en psychomotricité	CSDM		Information non recueillie				Financé par QEF. Commissions scolaires, Ville de Montréal et DSP sont impliqués.

5. Présenter et promouvoir une offre alimentaire nutritive, savoureuse et à coût abordable dans les milieux scolaire, municipal et dans les SGEE

Six interventions sont incluses dans ce bloc. « *Concours École Active* », « *Bouger, Manger... Plaisir assuré* », « *Opération fais-toi entendre!* » et l'intervention du MF visant à soutenir les SGEE sont déjà discutées au point 4. Le **Tableau 5** synthétise les résultats.

L'élaboration d'une politique alimentaire nationale pour les 0-5 ans est en cours au palier central du MF, de même qu'un guide de pratique et de la formation destinée aux SGEE. Le lancement est prévu au printemps 2013. Étant donné le peu d'acquis scientifiques sur la question des politiques alimentaires, les questions de recherche émergentes concernent : (1) l'applicabilité et le déploiement de cette politique; (2) ses retombées sur les environnements alimentaires, les pratiques des préposés ainsi que l'alimentation des enfants; (3) une analyse de ces dimensions en vertu des différentes catégories de services de garde (CPE, garde en milieu familial, garderies privées subventionnées, à crédit d'impôt, haltes-garderies) et en vertu du statut socioéconomique des milieux.

Dans l'intervention « *Offre alimentaire dans les lieux municipaux de pratique d'activité physique, sportive et de loisir* », différents acteurs prennent différentes initiatives. Par exemple, la Ville de Montréal et certains arrondissements se sont dotés d'une politique alimentaire; un arrondissement est soutenu dans cette initiative par la DSP; l'Association québécoise des arénas et installations sportives et récréatives (AQAIRS) a mis en place pour ses membres, à l'automne 2012, un service gratuit d'accompagnement à l'offre de menus santé dans les arénas. Dans le cas du CSSS Ahuntsic-Montréal-Nord, soutenu par la DSP, l'objectif principal a été d'aider à la préparation d'un volet du plan d'action 2012-2016 du Regroupement écoles et milieux en santé (RÉMES), déposé en avril 2012. Une nouvelle offre de soutien 2012-2013 de la DSP doit suivre. Pour ce projet, l'investissement en ressources humaines est raisonnable – deux personnes à la DSP, deux personnes au CSSS (agente pivot RÉMES et organisateur communautaire) et le RÉMES. L'investissement financier du CSSS Ahuntsic-Montréal-Nord/Regroupement écoles et milieux en santé n'a pas été discuté. Étant donné le peu d'acquis scientifiques sur la question des politiques alimentaires et des environnements alimentaires au palier des municipalités et des établissements, différentes questions de recherche émergent : (1) étude de l'offre alimentaire des concessionnaires privés versus des entreprises sans but

lucratif; (2) étude des manières de faire (ex. : gestion des services alimentaires, ressources humaines) et des obstacles à une offre plus saine selon les 2 modes : privé ou à but non lucratif; (3) étude de cas exemplaires d'adoption et d'implantation de politiques alimentaires saines dans des établissements sportifs et récréatifs municipaux; (4) étude de l'élaboration, de l'applicabilité et du déploiement de telles politiques ou mesures; (5) évaluation des retombées sur l'environnement et sur les habitudes alimentaires des jeunes et des familles. Ces études pourraient être étendues aux environnements alimentaires du milieu scolaire.

Tableau 5. Données relatives à l'évaluabilité du bloc d'interventions« *Présenter et promouvoir une offre alimentaire nutritive, savoureuse et à coût abordable dans les milieux scolaire, municipal et dans les SGEE* »

Intervention	Responsable	Explicite et fondée sur les meilleures pratiques	Déjà en cours	Ampleur des intrants	Accès possible aux données d'opération	Potentiel de recherche et évaluation	Commentaires
Concours École Active (primaire et secondaire)	DSP	Moyenne-ment	Oui, depuis ± 2007	Faible	En partie - données très limitées	Faible	Kino-Québec offre des bourses de 500 \$ à 2 000 \$. Une brève description des interventions sont les seules données disponibles. Kino-Québec a des plans pour évaluer l'intervention, mais ils ne sont pas clairs.
Bouger, Manger ... Plaisir assuré	Regroupement des CPE de l'Île de Montréal	Oui	Probable-ment	Moyenne/Élevée	Pas encore	Pas clair	Des informations ont été recueillies auprès du personnel de la DSP impliqués dans l'intervention pour qui la situation actuelle n'est pas claire. Le RCPEÎM a apporté des modifications au projet proposé avec le soutien de QEF.
Opération fais-toi entendre!	Conseil québécois sur le tabac et la santé	Oui	Oui, depuis 2012	Élevée	Oui	Élevé	Contributions financières (±55 000 \$), matérielles et humaines du promoteur et des partenaires; subventions externes. Recherche en cours sous la direction de S. Bisset.
Inciter les regroupements à présenter des projets favorisant une alimentation saine, équilibrée et variée dans les SGEE par le biais du Programme de soutien financier pour l'amélioration de la qualité des services de garde du MF.	MF	En partie	Non pas au moment de l'entrevue	Moyenne	Oui	Élevé	Même si le MF a fait des suggestions pour des projets qui favoriseraient l'alimentation saine, il est également important que les projets répondent aux besoins des partenaires. Au moment de l'entrevue, les projets pour 2012 n'avaient pas encore été soumis. Il sera intéressant d'analyser la nature et la proportion de projets qui mettent l'accent sur chacun des domaines. Ces projets peuvent présenter un potentiel intéressant de recherche et d'évaluation.

Intervention	Responsable	Explicite et fondée sur les meilleures pratiques	Déjà en cours	Ampleur des intrants	Accès possible aux données d'opération	Potentiel de recherche et évaluation	Commentaires
Développer une politique alimentaire nationale pour les 0-5 ans	MF de Québec	En partie	Oui	Suffisante	Pas encore	Élevé	Étant donné le peu d'acquis scientifiques sur les politiques alimentaires, l'applicabilité et le déploiement de cette politique sont des sujets d'intérêt élevé pour la recherche et l'évaluation.
Offre alimentaire dans les installations municipales de pratique d'activités physiques, sportives et de loisirs fréquentées par les jeunes / Accompagnement de la DSP à un CSSS.	Plusieurs initiatives, DSP en soutien pour une expérience pilote	Oui	Non pas au moment de l'entrevue	Moyenne	Pas encore	Élevé	Étant donné le peu d'acquis scientifiques sur les politiques alimentaires, au palier gouvernemental ou au palier des municipalités ou des établissements, l'élaboration, l'applicabilité et le déploiement de telles politiques sont des sujets d'intérêt élevé pour la recherche et l'évaluation, en vue de soutenir la stratégie des politiques publiques saines en promotion de la santé.

Ligne tramée grise : intervention déjà présentée antérieurement

6. Les écoles, les SGEE, les services de loisirs municipaux contribueront à développer les compétences des jeunes leur permettant de faire des choix alimentaires sains

Deux interventions sont dans ce bloc. Le **Tableau 6** synthétise les résultats.

Aucune information n'a été recueillie pour l'intervention « *Outiller les enseignants pour intégrer les différentes compétences dans leur enseignement* ». Les commissions scolaires en sont responsables et pour chacune d'elles, il y a un responsable différent.

L'intervention « *Ateliers de cuisine communautaire* », renommée Cuisiner pour manger mieux, est réalisée par la Tablée des chefs, soutenue par la DSP Montréal et financée par QEF. Quatre commissions scolaires y participent: CSDM, CSPI, CSEM, CSMB. Cette intervention consiste à proposer aux jeunes inscrits à la formation professionnelle des ateliers de cuisine communautaire, en activité parascolaire ou durant les cours de formation préparatoire au travail. Les buts sont : 1) le développement des compétences culinaires et 2) de l'autonomie alimentaire; 3) l'acquisition de connaissances sur la saine alimentation; et 4) l'adoption des saines habitudes alimentaires. Le processus consiste à créer une concertation, cibler les organismes partenaires, susciter l'intérêt des établissements secondaires, identifier un agent pivot dans les établissements participants, préparer un projet pilote, développer le contenu des ateliers, planifier et coordonner les ateliers, et évaluer les apprentissages des jeunes suite à leur participation. Le financement du projet-pilote d'une durée de deux ans dans les mêmes écoles (2 sessions de 8 ateliers/école pour 11 écoles pour deux ans) est de 93 456 \$, avec une contribution des commissions scolaires de 32 832 \$. Tous les projets financés par QEF sont soumis à une évaluation. Il y aura donc une évaluation de la mise en œuvre et des résultats à court terme. Cette intervention est innovante car elle vise non seulement l'acquisition de connaissances et de compétences culinaires mais aussi le développement de l'autonomie alimentaire et l'adoption de saines habitudes alimentaires. Ce qui justifie un intérêt élevé de recherche et d'évaluation. Il faut d'abord considérer les résultats de l'évaluation demandée par QEF afin de dégager les questions pertinentes. Notons l'intérêt à évaluer les effets/retombées sur les capacités des jeunes à s'organiser pour la gestion de la vie quotidienne – budget, alimentation.

Tableau 6. Données relatives à l'évaluabilité du bloc d'interventions « *Les écoles, les SGEE, les services de loisirs municipaux contribueront à développer les compétences des jeunes leur permettant de faire des choix alimentaires sains* »

Intervention	Responsable	Explicite et fondée sur les meilleures pratiques	Déjà en cours	Ampleur des intrants	Accès possible aux données d'opération	Potentiel de recherche et évaluation	Commentaires
Outiller les enseignants pour intégrer les différentes compétences dans leur enseignement	Commissions scolaires		Information non recueillie				Pour chacune des 5 commissions scolaires, il y a un responsable différent.
Ateliers de cuisine communautaire	La Tablee des chefs	Oui	Oui, depuis 2012	Élevée	Oui	Élevé	Financé par QEF. Il faut d'abord considérer les résultats de l'évaluation qui sera conduite dans le cadre de l'évaluation demandée par QEF afin de dégager les questions de recherche et évaluation pertinentes.

7. Soutenir des projets locaux et régionaux visant un accès permanent aux aliments nutritifs à coût abordable ET Plaider pour que les ménages à faible revenu soient en mesure de défrayer le coût du panier à provisions nutritif

Dans ce bloc, quatre interventions sont sous la responsabilité de la DSP, quatre sous la responsabilité de la Ville et deux sous la responsabilité d'ONG. Le **Tableau 7** synthétise les résultats.

Nous n'avons pas examiné les trois interventions sous la responsabilité de la DSP où la collecte de données, la recherche et l'évaluation sont déjà en cours par le secteur EUS⁵. La quatrième intervention sous la responsabilité de la DSP n'a pas été étudiée.

Nous n'avons pas recueilli de données sur les interventions de la Ville et d'Équiterre car elles sont de trop grande ampleur considérant les ressources consacrées à l'étude de l'évaluabilité.

« *Un marché frais près de chez nous!* » vise à (1) favoriser l'accès de proximité à une saine alimentation à coût abordable, en particulier dans les quartiers montréalais mal desservis au plan de l'offre, et auprès de populations vulnérables; (2) renforcer les conditions de succès (conditions propices) pour la viabilité et la pérennité des marchés de quartiers, en misant sur les marchés de quartiers démontrant leur faisabilité, leur rentabilité sociale et leur potentiel de viabilité économique. Les comptoirs urbains Tera Ter, pour la Coalition des marchés de quartiers de Montréal, sont le fiduciaire de l'intervention. Un appui financier a été accordé par QEF (250 000 \$ pour 2012-2014) et la CRÉ de Montréal (75 000 \$ pour 2012-2013). Un comité de gestion et de suivi du projet régional constitue l'investissement en ressources humaines. Les partenaires sont : Comptoirs urbains Tera Ter, Marché solidaire Frontenac, Marché Ahuntsic-Cartierville pour la Coalition des marchés de quartiers, QEF, CRÉ de Montréal, DSP et Direction régionale du MAPAQ en tant que partenaires initiaux du projet régional. Un projet initial (2010) a été validé en 2011. Plusieurs marchés de quartiers ont poursuivi leur développement dans différentes directions. En contrepartie, le projet n'a pas obtenu tout le soutien financier escompté. C'est pourquoi l'envergure du projet a été réduite. Le projet sera réalisé en s'appuyant principalement, en première année du projet

⁵ Pour l'intervention « Poursuivre le soutien financier et technique des 17 initiatives de sécurité alimentaire », voir Gaudet J., Boileau G., Lacroix A. (2013). *Évaluation d'implantation et des premiers effets du Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire dans la région de Montréal (2008-2012)*. Montréal: Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Direction de santé publique. 101 pages.

régional, sur l'expérience déjà en cours de mutualisation de trois promoteurs de marchés de quartiers qui sont en mesure de gérer en même temps et avec les mêmes ressources plusieurs sites de marchés. La collecte de données et les outils produits à la fin du projet devaient être déterminés dans le plan d'action déposé à l'été 2012. Le projet a été interrompu à l'automne 2012. Ces initiatives méritent d'être soutenues par un exercice évaluatif, compte tenu de leur caractère innovant, de l'étendue des partenaires mobilisés et des ressources importantes qui y sont investies, et ce malgré leurs difficultés de développement. Quelques pistes émergent : (1) utiliser, adapter ou développer des outils différents pour recueillir et analyser les résultats des différents axes : viabilité commerciale (incluant un juste prix pour les producteurs et pour les consommateurs), rentabilité sociale (incluant la saine alimentation des clientèles) et qualité du cadre de vie urbain (incluant la proximité géographique du service et la qualité de vie); (2) documenter les difficultés, les pratiques probantes et leurs impacts économiques, sociaux et environnementaux.

Tableau 7. Données relatives à l'évaluabilité des blocs d'interventions « *Soutenir des projets locaux et régionaux visant un accès permanent aux aliments nutritifs à coût abordable* » et « *Plaider pour que les ménages à faible revenu soient en mesure de défrayer le coût du panier de provisions nutritif* ».

Intervention	Responsable	Explicite et fondée sur les meilleures pratiques	Déjà en cours	Ampleur des intrants	Accès possible aux données d'opération	Potentiel de recherche et évaluation	Commentaires
Mettre à jour l'étude géomatique sur l'accessibilité aux aliments santé	DSP	Information non recueillie : collecte de données, recherche et évaluation déjà en cours par EUS					
Poursuivre le suivi des consommations alimentaires de la population montréalaise	DSP	Information non recueillie : collecte de données, recherche et évaluation déjà en cours par EUS					
Poursuivre le soutien financier et technique des 17 initiatives de sécurité alimentaire	DSP	Information non recueillie : collecte de données, recherche et évaluation déjà en cours par EUS					Évaluation d'implantation et d'effets proximaux (Gaudet et al., 2013)
Intégrer un objectif et des actions sur l'accès du panier à provisions nutritif aux ménages à faible revenu dans le prochain plan régional de lutte à la pauvreté	DSP		Information non recueillie				
Développer des approches novatrices et des programmes en matière d'agriculture urbaine	Ville de Montréal		Information non recueillie				
Financer des projets à caractère régional ayant des incidences locales sur l'accessibilité physique, économique et culturelle des aliments	Ville de Montréal		Information non recueillie				
Financer des projets en sécurité alimentaire dans le cadre de l'Entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et renouvellement de l'entente en 2012	Ville de Montréal		Information non recueillie				
Rédiger (en 2011) une Position municipale en matière de sécurité alimentaire et participer au Plan de développement d'un système alimentaire durable et équitable de la collectivité montréalaise	Ville de Montréal		Information non recueillie				
Un marché frais près de chez nous!	Les comptoirs urbains Tera Ter	Oui	En partie - un changement du projet initial	Élevée	Pas encore	Moyen	Une divergence dans le développement des marchés de quartiers et une réduction des fonds a entraîné un réajustement du projet. Financé par QEF (250 000 \$ pour 2012-2014) et la CRÉ de Montréal (75 000 \$ pour 2012-2013). Un comité de gestion et de suivi du projet régional a été formé. Le projet a été suspendu à l'automne 2012.
Vitrine sur l'alimentation saine et locale	Équiterre		Information non recueillie				

8. Soutenir les centres hospitaliers, les milieux de garde, les établissements municipaux, les organismes communautaires et les commerces à devenir accueillants pour les femmes qui allaitent

Cinq interventions sont incluses dans ce bloc dédié à l'allaitement maternel, chacune ciblant une catégorie d'établissements. Le **Tableau 8** synthétise les résultats.

Les interventions dans les SGGE, les organismes communautaires et les commerces et pharmacies n'ont pas commencé.

L'implantation de *l'Initiative Amis des bébés* (IAB) dans les établissements de santé a commencé à 2001, suivant la publication du document *L'allaitement maternel au Québec : lignes directrices*. L'IAB, proposé par l'Organisation mondiale de la Santé et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, veut faire en sorte que toutes les maternités deviennent des centres de soutien à l'allaitement maternel. Pour qu'un établissement soit reconnu Ami des bébés, il doit (1) appliquer les 10 conditions pour le succès de l'allaitement maternel; (2) respecter le code international de commercialisation des substituts du lait maternel; et (3) comptabiliser un taux d'allaitement exclusif égal ou supérieur à 75 % au congé, pour les hôpitaux, et un taux de 75 % d'allaitement total au premier contact, pour les CLSC. En 2012 ou 2013, le projet aura atteint son objectif que 25 % des établissements de santé qui donnent des soins de santé en périnatalité soient accrédités IAB. Des données qualitatives, non publiées, existent. Un rapport d'évaluation sur le niveau d'implantation de l'IAB au Québec a été publié en 2011.

L'*Initiative Amis des bébés* (IAB) soulève différentes questions de recherche reliées à : (1) son acceptabilité sociale; (2) les difficultés et solutions de sa mise en œuvre dans les différentes catégories d'établissements; (3) et selon la pluriethnicité et le niveau de défavorisation des quartiers.

La Ville est responsable de l'intervention « *Inciter les établissements municipaux à devenir accueillants pour les femmes qui allaitent et implanter 75 haltes familles dans les immeubles municipaux d'ici 2015* ». La politique familiale de la Ville veut valoriser Montréal comme milieu de vie familial. Cela a été l'occasion d'ajouter et de bonifier plusieurs programmes d'investissement qui contribuent à améliorer la vie des familles montréalaises, dont les

programmes d'accession à la propriété, d'amélioration des aménagements de parcs et de bâtiments certifiés « qualité famille ». Le déploiement de nouveaux équipements accueillants pour les femmes qui allaitent (ex. : tables à langer, fauteuils d'allaitement, paravents et chaises hautes) est un outil de plus dans la gamme de services offerts aux familles. Ils permettent de faciliter les déplacements dans la ville, ainsi que de connaître à l'avance les points de services dans les bâtiments municipaux. Les bâtiments certifiés « qualité famille » offriront des services pour les familles dans des endroits sécuritaires et stratégiquement choisis pour leur accessibilité. Ces aménagements stimuleront le sentiment d'appartenance et faciliteront la vie des nouveaux parents lors de leurs sorties. Le projet bénéficie d'un budget de 1,3 M \$. Compte tenu du caractère innovant de l'initiative, du peu d'écrits scientifiques qui en discutent l'intérêt et les conditions de faisabilité, et de l'ampleur des ressources consacrées, cette intervention doit être supportée par un effort de recherche et d'évaluation visant notamment à : (1) documenter la mise en œuvre du projet – les obstacles et les aides; (2) évaluer les opinions et l'utilisation des espaces et des équipements par le grand public.

Tableau 8. Données relatives à l'évaluabilité du bloc d'interventions « *Soutenir les centres hospitaliers, les milieux de garde, les établissements municipaux, les organismes communautaires et les commerces à devenir accueillants pour les femmes qui allaitent* »

Intervention	Responsable	Explicite et fondée sur les meilleures pratiques	Déjà en cours	Ampleur des intrants	Accès possible aux données d'opération	Potentiel de recherche et évaluation	Commentaires
Planifier une offre de services pour soutenir les SGEE à devenir accueillants pour les femmes qui allaitent	MF		L'intervention n'a pas commencé				La personne responsable du projet a quitté en Septembre 2011. Une nouvelle personne est encore à être nommée.
Planifier une offre de services pour soutenir les organismes communautaires face à l'allaitement	DSP		L'intervention n'a pas commencé				
Soutenir l'implantation de l'Initiative Amis des bébés dans les établissements de santé	DSP	Oui	Oui, depuis 2001	Suffisante	Oui	Élevé, certaines études existent	En 2012 ou 2013, le projet aura atteint son objectif que 25 % des établissements de santé qui donnent des soins de santé en périnatalité soient accrédités IAB. Des données qualitatives, non publiées, existent. Une évaluation pour toute le Québec a été publiée en 2011.
Inciter les établissements municipaux à devenir accueillants pour les femmes qui allaitent. Implanter 75 haltes familles dans les immeubles municipaux d'ici 2015	Ville de Montréal	Oui	Oui, depuis 2012	Élevée	Quelques	Élevé	Le projet bénéficie d'un budget de 1,3 M \$. Compte tenu du caractère innovant de l'initiative, du peu d'écrits scientifiques en discutant l'intérêt et les conditions de faisabilité, et de l'ampleur des ressources consacrées, cette intervention doit être supportée par un effort de recherche et d'évaluation.
Allaiter en public à Montréal, pourquoi pas?	Nourri Source Montréal		L'intervention n'a pas commencé				Plan de projet accepté par QEF en Octobre 2011, mais n'a pas encore commencé. Un changement dans le personnel - à la fois à la DSP et à Nourri Source, le promoteur, pourrait expliquer le retard.

DISCUSSION ET CONCLUSION

Étant donné que l'évaluation du *Plan d'action montréalais* est centrale pour les acteurs de la Table, nous avons procédé à un aperçu préliminaire de la progression des interventions, de leur évaluabilité et leur intérêt potentiel pour la recherche et l'évaluation. Les entrevues avec 17 responsables d'interventions ont permis de documenter les critères d'évaluabilité pour 26 des 54 interventions (48 %). Le **Tableau 9** décline les traits généraux des interventions dont l'évaluabilité a été documentée et des interventions non documentées.

Tableau 9 Synthèse de l'étude d'évaluabilité des 54 interventions du Plan d'action montréalais

26 interventions dont l'évaluabilité a été documentée	28 interventions non documentées
• 13 interventions où l'étude de l'évaluabilité conduit à un intérêt de moyen à élevé, et pour lesquelles des questions de recherche/évaluation ont été formulées. • 8 interventions où l'étude de l'évaluabilité a conclu qu'elles n'étaient pas encore débutées ou qu'elles étaient sous-définies. • 3 interventions (liées au transport actif) portées par le secteur EUS dont la recherche/évaluation est déjà prise en charge par ce secteur autour de questions déjà identifiées. • 2 interventions présentant un faible intérêt de recherche/évaluation.	• 14 interventions conduites par la Ville et reliées aux déplacements actifs – non étudiées dû à l'existence de plusieurs groupes universitaires y travaillant et aux collaborations déjà établies entre le secteur EUS et certains de ces groupes. • 5 interventions conduites par la Ville et reliées aux environnements alimentaires (sauf une, reliée aux loisirs actifs) – non étudiées dû au manque de ressources du projet d'étude de l'évaluabilité. • 5 interventions portées par le secteur EUS de la DSP, 2 liées aux déplacements actifs et 3 aux environnements alimentaires – non étudiées vu que la recherche/évaluation est déjà prise en charge par ce secteur. • 4 interventions non étudiées pour d'autres raisons (voir tableaux).

Du côté des interventions dont l'évaluabilité a été explorée, pour le premier ensemble où des questions ont été formulées, le travail d'explicitation des questions d'intérêt et des besoins en recherche/évaluation doit se poursuivre entre chercheurs et responsables des interventions. Les 8 interventions sous-définies ou non débutées devront être revues si des changements sont advenus. Quant aux 3 interventions liées au transport actif, portées par EUS et sur lesquelles des recherche/évaluation ont cours, l'exercice méritera d'être poursuivi sur les besoins de recherche non comblés. Les 5 interventions portées par la Ville et les 3 interventions portées par la DSP, reliées aux environnements alimentaires, méritent que leur évaluabilité soit explorée et que des questions pertinentes soient explicitées. Au bilan, il ressort de l'étude d'évaluabilité que les interventions liées aux environnements alimentaires sont moins investies par la recherche/évaluation ayant déjà cours que celles liées à l'environnement bâti et le transport actif.

Références

1. Leclerc B-S (2012) Utilité de l'évaluation de l'évaluabilité des politiques gouvernementales de lutte contre le tabagisme: l'expérience québécoise des centres d'abandon du tabagisme. *Can J Program Eval* 24(3):59–71
2. Kaufman-Levy D, Poulin M (2003) Evaluability assessment: examining the readiness of a program for evaluation. Office of Juvenile Justice and Delinquency Prevention, Washington, DC

**Agence de la santé
et des services sociaux
de Montréal**

Québec

